

# LES ASSISES JEUNES DU P.S.U

**Grenoble 1-2-3 Novembre**

Les jeunes du P.S.U. tiendront leurs Assises Nationales à Grenoble les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 novembre prochains. Près de deux cents jeunes, probablement plus, pour la plupart jeunes travailleurs, se réuniront pour faire le point sur l'action commencée depuis de nombreux mois dans les entreprises et les quartiers par les groupes jeunes.

Déjà la rencontre nationale jeune de mars 1968 avait marqué une étape dans l'action des jeunes du P.S.U. Les causes et les indices de la révolte des jeunes travailleurs contre la société actuelle avaient été mis en évidence. Depuis, mai 1968 a révélé au grand jour la profondeur de cette révolte et la vigueur de l'opposition au système capitaliste exprimée par la très grande majorité des jeunes.

Aujourd'hui, quelle est la situation des jeunes en France ? Que sont les conditions de l'emploi, de la formation professionnelle, de travail, de logement, de loisirs qui sont faites aux jeunes travailleurs ou futurs travailleurs ? Quelle est notre condition économique, politique et idéologique dans la société capitaliste ? Quelles sont les racines de notre révolte ?

En mai, pourquoi et comment les jeunes ont-ils été à la pointe du combat dans le déclenchement des grèves, puis dans leur durcissement et dans la remise en cause du régime ? Quelles furent nos limites et les raisons de l'échec ?

Alors, pour que la prochaine fois soit la bonne, quels objectifs devons-nous proposer, nous jeunes du P.S.U., aux autres jeunes en révolte ? Quel socialisme voulons-nous et quelle place doit être faite aux jeunes dans le combat socialiste mené par le P.S.U. pour passer de cette révolte à la révolution socialiste ?

Telles sont les questions que nous nous sommes posées et dont nous avons débattu avec beaucoup d'autres jeunes en préparant ces Assises Nationales dans les multiples réunions publiques, tables rondes, débats, journées ou week-end d'étude qui se sont tenus dans les quartiers, les villes, les départements et les régions. Tel sera l'objet du débat de Grenoble.

*Comité de Coordination National Jeunes.*

## Faisons les comptes

Yves Serjeune

**C**OMME des milliers d'autres jeunes, je suis descendu dans la rue en mai et en juin. Je n'y étais pas pour faire la queue devant un cinéma ou avoir une place à

l'Olympia, je n'étais pas en complet-veston-cravate, les mains dans les poches en sifflotant. J'ai donc appris de la bouche de M. Fouché, ministre de l'Intérieur, que j'appartenais à la pègre. Ainsi, j'étais de la jeune pègre, irrémédiablement perdu pour la société parce que j'avais osé dire et faire ce que je pensais.

Heureusement, la tête maintenue hors de l'eau par une partie de ceux qui aurait dû plutôt la lui mettre dessous, j'ai appris par M. de Gaulle que, pour être dans le vent, je devais faire la révolution avec lui. Cela présente évidemment l'avantage d'avoir les matraques et les gaz avec soi au lieu de les avoir contre soi. Naturellement, il s'agit d'une révolution

## SPECIAL JEUNES GRENOBLE

silencieuse car je n'ai pas le droit de donner mon point de vue ni dans la rue, ni, plus sagement, dans les urnes.

Alors, je fais les comptes. Une révolution, ce n'est pas quelque chose qui traîne. Jugeons plutôt trois mois après... Je laisse de côté tout ce qui, aux yeux des gens installés, ne fait pas sérieux et me vaut d'être traité alternativement de gauchiste et d'idéaliste, voire de romantique. Ne parlons pas de société nouvelle, d'homme nouveau, de socialisme et de liberté. Soyons donc sérieux et parlons *beefsteak*, donc *boulot*.

C'est actuel en ce mois d'octobre. Les vacances terminées ne laissent pas de sursis. Les gars et les filles qui sont « sortis » de l'école en juin commencent à se poser de vraies questions. On dit que la « conjoncture » est à la reprise, que les patrons sont optimistes. En attendant, il y a plus de 500.000 chômeurs dans toute la France, jeunes et adultes. C'est l'équivalent d'une ville entière comme Marseille, avec femmes et enfants en plus, sans un seul travailleur : ça laisse rêveur ! Déjà pour tout le monde la question du travail est un problème sérieux. Mais pour les jeunes alors...

*350.000 jeunes  
de moins de 25 ans  
sans travail*

Déjà en mai 1968, une très sérieuse association, l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), pas suspecte d'être téléguidée par la C.I.A., Moscou, Pékin ou La Havane, publiait le résultat d'une enquête réalisée par ses soins : 250.000 jeunes de moins de 20 ans sont à la recherche d'un travail et n'en ont pas. Les organisations syndicales estiment que 350.000 jeunes de moins de 25 ans sont sans travail et en cherchent un.

Bien sûr, apparemment ces chiffres ne collent pas avec les 500.000 chômeurs annoncés dans toute la France. Mais ce dernier chiffre est calculé d'après le nombre de demandes d'emploi, dans les bureaux de la main-d'œuvre, qui ne sont pas satisfaites. Quand un jeune cherche un emploi, il ne s'inscrit que rarement au bureau de main-d'œuvre : d'après une enquête réalisée en 1967 par l'Union Nationale pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce (UNEDIC), parmi les jeunes de 22 ans et moins à qui sont versés les allocations de chômage, seulement 19 % des jeunes chômeurs comptent sur les bureaux de main-d'œuvre pour retrouver un emploi.

Cela suffit pour dire la confiance des jeunes dans l'Etat. Si tous les jeunes chômeurs étaient recensés, il est probable que le nombre total de chômeurs ne serait pas 500.000 mais sûrement 600 ou 700.000.

Tous ces chiffres sont des estimations, bien sûr. On vous dira qu'ils sont discutables. Mais ce qui est le plus discuté, c'est qu'ils soient discutables ! Car enfin, quel nom donner à une société dans laquelle on peut vous fournir, à 10.000 près, le nombre de téléviseurs, de réfrigérateurs ou de voitures en service, et pas le nombre de chômeurs ? Moi, ça me scandalise ! Alors vous comprenez que ce qui m'intéresse, c'est pas d'avoir un téléviseur, un réfrigérateur ou une voiture de plus, mais un chômeur de moins ! Pour moi, une société socialiste c'est une société où l'existence d'un chômeur scandalise plus que la baisse de 10 % de la production de voitures ! Le système capitaliste, c'est cette société qui compte mieux les objets qu'elle produit que les chômeurs.

*60 % de fils d'ouvriers  
pour les jeunes chômeurs*

Mais si nous voulons parler chiffres exacts, parlons par exemple de l'évolution du nombre de bénéficiaires de l'allocation de chômage des ASSEDIC entre fin juillet 1967 et fin juillet 1968. Qu'on ne vienne pas me dire que la codification a changé. Non, les chiffres 1968 sont publiés aussi avec la codification de 1967.

En un an le nombre total d'allocations a augmenté de 47 %. Celui des allocataires de moins de 20 ans de 61 %, celui des jeunes ouvriers de 69 %. Alors ? Jeunes, faites la révolution avec M. de Gaulle, vous serez au chômage, vous n'aurez plus qu'à contempler les belles images « engagez-vous, rengagez-vous », « apprenez un métier à l'Armée ou dans la gendarmerie nationale » : devenez flic, échangez votre pavé contre une matraque ou un fusil lance grenade !

Le chômage des jeunes atteint les fils et les filles de toutes les catégories sociales. Mais l'école bourgeoise qui fabrique les chômeurs est quand même assez spécialisée dans la production de chômeurs fils d'ouvriers. Selon une enquête de l'UNEDIC, il y avait 60% de fils d'ouvriers parmi les jeunes chômeurs touchant une allocation, alors que les ouvriers représentent 30 % de la population active. Le chômage des enfants aussi est une affaire de classe.

On peut toujours essayer d'expliquer cette

## SPECIAL JEUNES GRENOBLE

situation : 43 % des jeunes chômeurs étudiés par l'UNEDIC n'avaient aucun diplôme d'enseignement général et 51 % n'avaient que le certificat d'études ; 71 % n'avaient aucun diplôme technique, mais même avec les C.A.P., 20 % d'entre eux étaient cependant en chômage. D'accord, l'insuffisance de la formation est une raison, mais qui s'occupe de l'enseignement en France ? Il me semble que c'est le pouvoir et je me sens parfaitement solidaire des étudiants criant « à bas l'université de classe » et « de Gaulle responsable ».

Surtout que depuis peu, il ne suffit pas d'avoir un diplôme ou une formation pour trouver un emploi. Et lorsqu'on a trouvé du travail on s'aperçoit vite que ce qu'on a appris n'est même pas utilisé, témoin ce copain qui a son C.A.P. de maçon et qui est utilisé comme manœuvre, ou cette secrétaire utilisée comme standardiste-dactylo.

*Des jeunes sur-exploités*

La recherche d'un emploi c'est quelque chose qui en dit long sur la réalité du système qui vous clame tout le temps « les jeunes c'est l'avenir ». Il faut en moyenne 60 démarches avant de trouver quelque chose. Pour le premier emploi c'est souvent plus de trois mois passés entre l'espoir et le découragement, les parents qui s'inquiètent, l'argent de poche qui devient rare. Même quand on a déjà travaillé, pour 6 jeunes sur 10 il faudra attendre plus de trois mois. Huit fois sur 10 on est chômeur parce qu'on a été licencié soit individuellement, soit collectivement.

Ce sont seulement les données chiffrées pour les gens sérieux qui voient ça de loin et ont besoin d'être convaincus. C'est aussi pour les gens de gauche qui considèrent, même après mai, que les problèmes des jeunes sont du même ordre que ceux des adultes. Et encore je ne parle que du travail, pas des salaires ou des conditions de travail ou de vie. Allez m'expliquer par des considérations, générales l'existence de 300 jeunes, décidés à ne plus chercher du travail, vivant de tout et de rien, dans une ville-dortoir de Lyon. Ou alors dites-moi que le problème des travailleurs immigrés est aussi un problème général !

Car enfin, vis-à-vis de l'emploi, nous sommes devant une même forme d'exploitation. C'est parmi les jeunes travailleurs immigrés et les femmes que le système s'est constitué son réservoir de main d'œuvre surexploitée : derniers embauchés, premiers licenciés, sous-payés. Ce n'est pas un hasard si la proportion

de jeunes est la plus élevée dans les industries en régression, dans celles qui ont le plus de main-d'œuvre, dans celles qui sont le plus sensibles aux accidents de la conjoncture, comme le bâtiment, le textile, la chaussure, etc.

*Que ferons-nous ?*

Le pire, c'est que tout le monde se donne bonne conscience en déplorant et en accusant l'inadaptation de l'enseignement. Mais il suffit de se souvenir que ceux qui ont mis en cause cet enseignement en mai ont été amenés à s'attaquer à tout le système. Et la violence de la répression en dit long sur l'importance de l'enjeu.

Ce qui est en cause c'est donc tout le système qui se masque derrière tel ou tel problème particulier et qui invente constamment des parades. Par exemple, le chômage des jeunes qui est une tare collective, la société bourgeoise s'est arrangée pour qu'il apparaisse comme une tare individuelle. Quand vous cherchez du boulot depuis 3 mois, que la vie à la maison est devenue impossible parce qu'après l'inquiétude sont venus les reproches, que vous n'avez pas d'argent pour faire quoi que ce soit, sinon pour rester dans la rue ou se payer un café, que vous vous retrouvez avec des copains qui sont dans le même cas, vous constatez rapidement que vous êtes définitivement classés par la société parmi les bons à rien et... la pègre.

Oui, Monsieur Fouché, il y a 350.000 membres de la pègre et vous pouvez vous estimer heureux d'avoir eu des complices parmi ceux qui auraient dû les préparer à vous renverser avec tous les autres travailleurs. Non, Monsieur de Gaulle, les jeunes ne feront pas la révolution avec vous qui en faites des chômeurs. Nous ferons la révolution avec ceux qui sont d'accord pour renverser le système capitaliste et instaurer le socialisme.

---

Luttes ouvrières  
luttes étudiantes

---

« Nous prendrons des mains fragiles des étudiants le drapeau rouge de la lutte anticapitaliste ».

**C**ette citation, recopiée sur un mur de Billancourt et reprise en tête du tract de rentrée de l'UNEF, pose à elle seule une bonne partie des problèmes de liaison entre luttes ouvrières et étudiantes.

## SPECIAL JEUNES GRENOBLE

Car, malgré quelques rapprochements en mai, ces deux secteurs de luttes semblent fort éloignés : d'un côté, une *classe exploitée*, avec ses organisations syndicales éprouvées, ses traditions de combat : de l'autre, un milieu *hétérogène*, se renouvelant sans cesse, composé d'individus aux intérêts souvent contradictoires, issus pour bon nombre de la bourgeoisie et traditionnellement destinés à la renforcer. Et pourtant, les luttes des étudiants ont été le détonateur d'une des plus grandes explosions sociales qui aient ébranlé le pays. Cela mérite d'examiner les arguments d'un peu plus près.

Plus précisément : en quoi les luttes des étudiants rejoignent-elles celles des ouvriers ?

Car, pour l'essentiel, rien n'a changé depuis Marx ; la classe ouvrière seule peut avoir un rôle *déterminant* dans la lutte pour l'abolition du capitalisme ; le problème est de savoir sur quelles autres forces elle peut compter, et si les étudiants en constituent une. Car, en tant que tels, ils ne constituent pas une force décisive *contre le capitalisme*.

En effet, le *milieu étudiant n'est pas une classe sociale* : les étudiants n'ont aucun lien *direct* avec la production, tout au moins en tant que tels : il faudrait distinguer étudiants salariés et salariés étudiants. Leur statut est transitoire : on est étudiant plus ou moins longtemps, mais pas à vie. Leurs intérêts sont souvent contradictoires : par exemple, pour les étudiants en médecine, on pourrait distinguer ceux dont les parents sont suffisamment fortunés pour leur payer un cabinet au sortir de leurs études et ceux qui ne pourront, au mieux (s'ils ne sont pas éliminés avant) que devenir médecins salariés d'un hôpital, d'un labo, d'une entreprise... Les premiers ont intérêt à la perpétuation de la « médecine libérale » et des études actuelles, qui y préparent, les seconds à un autre système de santé et donc à un autre type d'études. Cette différenciation peut être faite pour les étudiants en droit, en pharmacie... Ce qui ne veut pas dire que le chômage se fasse seulement entre *futurs salariés* et futurs membres des « *professions libérales* » : il passe à l'intérieur du premier groupe : le technicien ou l'ingénieur de fabrication par exemple, aura un statut plus proche de l'ouvrier que le « cadre » qui, travaillant à la direction financière ou à la direction du personnel d'une entreprise sera amené à élaborer ou à mettre en œuvre une politique de « réorganisation » dont les conséquences bien connues vont de l'accélération des cadences aux licenciements massifs ; c'est-à-dire, à jouer, selon l'expression classique, « le chien de garde » du système.



L'appartenance sociale future des étudiants est donc un obstacle qui les sépare des ouvriers, et qui s'ajoute à leur *origine sociale*, laquelle fait déjà que les ouvriers se sentent peu concernés et saisissent mal les problèmes de l'université. Tout cela se traduisant d'ailleurs par des différences très concrètes : mentalité, langage... qui ne facilitent pas les contacts. Tout cela empêche aussi les étudiants d'avoir une *organisation uniquement syndicale*.

Alors pourquoi mai ?

Parce que malgré tout cela, l'université est en crise : l'arrivée des classes d'âge les plus nombreuses, l'effort gouvernemental *d'adaptation* de l'enseignement supérieur aux besoins du système capitaliste (formation professionnelle, recherche fondamentale) en sont les principales causes. Et malgré une idéologie dominante particulièrement pesante, l'enseignement, par sa nature et par l'âge des individus auxquels il s'adresse est propice aux discussions, aux prises de conscience, aux remises en cause. C'est cela qui a formé une *fraction croissante* du milieu étudiant, par un *choix politique*, à lutter non seulement contre l'université actuelle, mais contre le système capitaliste qui la secrète, et par là-même à soutenir le combat *anticapitaliste* que mènent les ouvriers. Malheureusement, la nature presque uniquement idéologique de cet engagement ne lui donne pas les garanties de stabilité que peut avoir l'engagement politique d'un militant ouvrier, victime directe et journalière du système. Rien n'est joué. Ce n'est qu'en *coupant les ponts* avec son passé, et son *avenir de privilégiés*, en se liant quoti-

## SPECIAL JEUNES GRENOBLE

diennement et à la base aux luttes ouvrières que cette minorité étudiante pourra continuer à mener les luttes anticapitalistes rejoignant celles des ouvriers. C'est le projet que les étudiants P.S.U. veulent réaliser.

Jean-Bernard GONZALES

### Un jeune mène la grève

L'usine se situe près d'une ville bourgeoise peu habituée à voir les ouvriers se mettre en grève, sur le bord de l'Aisne. Dans cette usine appartenant à Péchiney, nous fabriquons de l'aluminium.

*Vendredi 17 mai, 12 h 30* : à la fin de mon poste — je travaille en 3 X 8 heures dans un laboratoire — je discute avec mon collègue d'après-midi et le chef chimiste, afin de les convaincre de l'opportunité d'une grève dans l'établissement. Mon remplaçant me promet d'en parler aux ouvriers de fonderie.

Le lendemain, 4 heures du matin : j'apprends par le camarade de nuit que son équipe aurait voulu faire grève, mais que ne connaissant pas ses droits, il leur avait conseillé d'attendre et qu'une partie de l'équipe d'après-midi était d'accord.

De ce fait, je descends en fonderie — le laboratoire se trouve au-dessus de l'atelier — demander aux ouvriers s'ils suivraient un mot d'ordre de grève : c'est un oui unanime. Mais de 5 h à 11 h la situation évolue très vite, car à 11 h la grève est décidée, sans savoir ni les droits, ni les revendications qui seront posées. Un jeune électricien vient me prévenir et me demander de discuter avec les travailleurs, ce que je fais. Durant cette discussion, nous décidons que nous irons poser les revendications le lundi matin.

*Lundi, 9 h* : le directeur reçoit une délégation d'une dizaine de membres, et nous lui faisons part de nos revendications. Après un entretien d'un quart d'heure nous le quittons, en ayant pris rendez-vous pour le lendemain 17 h.

*21 mai, 5 h de l'après-midi* : nous décidons que si la direction ne nous donne pas satisfaction nous nous mettons en grève à 4 h du matin. Le directeur nous apprend que la direction générale refuse d'accéder à nos différentes demandes, nous lui faisons alors savoir que nous allons arrêter l'usine. Dans un suprême effort, notre patron essaie de nous

faire revenir sur notre décision et nous propose même la cantine de l'entreprise pour y réunir tous les ouvriers présents, les mettre au courant de la situation et faire un vote si nous le jugeons utile. Grâce à ce concours inattendu, nous pouvons réunir la moitié de l'effectif total (deux équipes ne sont pas présentes à l'usine). Un vote à bulletin secret a lieu et le résultat donne 75 % des suffrages pour un arrêt de travail illimité. Quand nous retournons voir notre « cher » directeur et qu'il m'entend lui annoncer que nous nous mettons en grève, nous sommes à deux doigts de le voir se jeter à nos pieds et nous supplier de reprendre le travail : le pauvre, il n'était pas habitué !

*Mercredi matin, 4 h* : Qui vois-je arriver pour me remplacer ? Mon patron ! Avec les cadres, il termine le travail en cours.

L'usine s'est finalement arrêtée durant cinq jours, pendant lesquels il se passa différentes choses.

Certains jeunes, avant et pendant la grève furent actifs. Ils participèrent aux différentes délégations et aux piquets de grève, tandis que d'autres avaient arrêté simplement pour s'amuser. Cependant la grève ne fut pas un mouvement particulier aux jeunes.



Lorsque nous nous arrêtons, les camarades de la C.F.D.T., qui étaient venus sur ma demande, me donnent un coup de main pour coller les affiches et distribuer les tracts, mais des travailleurs préférant la C.G.T. font venir un délégué de l'union régionale. Celui-ci fait une déclaration et donne des bulletins

## SPECIAL JEUNES GRENOBLE

d'adhésion. Les ouvriers étant mis devant un choix — auparavant il n'y avait aucun syndicat — la grève devient très difficile à diriger, car je ne reçois aucune aide de la part des délégués cégétistes.

La C.G.T. ne nous a pas aidés : elle préférerait certainement que ceux qui avaient déclenché la grève se fassent éventuellement taper sur les doigts. Les militants de la C.G.T. ne se battant pas au premier rang, ils purent faire une propagande contre nous, du genre de celle qui fut organisée au sommet. Les délégués cégétistes récolteront par la suite une partie de ce que j'avais semé.

Il nous est impossible, à mes camarades et moi de créer un comité de grève, et malgré l'aide apportée par les agents de maîtrise et cadres qui font une grève de 24 heures pour nous soutenir, la grève se termine mal.

*Jeudi soir* : j'assiste à une réunion qui se tient à l'union locale C.F.D.T. où j'explique ce qui se passe : les ouvriers veulent reprendre le travail parce que la direction leur a dit que deux fours sur quatre sont en mauvais état, et qu'elle doit arrêter les brûleurs car elle veut garder du fuel pour redémarrer après la grève ; les fours en se refroidissant se détériorent encore plus, alors il faudra arrêter l'entreprise pour environ 2 à 3 mois. En entendant cela des camarades crient au scandale et me promettent de venir le lendemain, en même temps qu'un camarade du P.S.U. qui était présent.

*Vendredi 24, 8 h* : nous ayons une réunion, durant laquelle j'essaie de relancer la grève, avec des camarades du P.S.U. et de la C.F.D.T. venus dialoguer avec les ouvriers. Malgré tous nos efforts, nous ne réussissons qu'une chose, c'est qu'un « jaune » propose aux ouvriers de faire venir le directeur pour discuter avec eux. A partir de ce moment nous n'avons plus aucun espoir. Avec raison, car après que le patron leur ait garanti qu'aucune sanction pour fait de grève ne serait prise et qu'ils auraient du travail jusqu'à la fin des événements, les ouvriers votent et le résultat est de 80 % pour la reprise.

Le résultat de la grève : nous n'avons obtenu que les accords de Grenelle, comme tout le monde.

Cependant la grève est une réussite, car elle nous a permis d'installer les syndicats dans l'entreprise, de créer le comité d'établissement, et d'organiser les élections des délégués du personnel.

Mes camarades et moi avions peur avant la

grève, car nous pensions avoir seulement 25 % du personnel arrêté, mais nous eûmes 95 % de grévistes. Nous ne sommes pas mécontents du résultat, mais nous en voulons à certains militants de ne pas nous avoir aidés et même, pour certains, d'avoir empêché que la grève ait lieu. Ils étaient pourtant les premiers à demander un syndicat dans l'entreprise, alors que veulent-ils ? J'espère que la prochaine fois, ils le sauront, car nous ne recommencerons pas les mêmes erreurs.

G. COUTE

## □ Sexualité d'une société

Michèle Descolonges

Il est toujours difficile de définir un mythe, c'est-à-dire la représentation que l'on se fait de quelque chose. Et nous avons d'abord cherché à faire, le constat de la vie sexuelle des jeunes. Pourquoi des jeunes en particulier ? D'abord parce qu'il nous était impossible de parler d'une manière générale et de ne pas faire appel à notre propre expérience, ensuite parce qu'un être jeune est plus sensible qu'un être marqué par la vie aux diverses contingences et il nous était donc plus facile de dégager des caractéristiques de son comportement.

Nous avons volontairement schématisé, car ce travail n'est qu'une introduction à une réflexion que nous pensons devoir être menée pas seulement par des individus isolés, mais aussi par un parti qui se réclame du socialisme.

### *En finir avec l'hypocrisie*

La sexualité des jeunes — et des adultes — est brimée tant sur le plan matériel que par une morale hypocrite.

Dans le domaine de l'emploi, la situation est tout à fait claire. La discrimination salariale entre femmes et hommes, le manque de qualification professionnelle des femmes favorisent d'une part la prostitution (comment vivre à Paris avec 600 francs, ou moins, par mois ?), et d'autre part un « droit de cuissage » que s'arrogent certains chefs. d'atelier ou de service, qui permet un avancement ou une

## SPECIAL JEUNES GRENOBLE

augmentation de salaire. Les mêmes conditions font se précipiter vers le mariage beaucoup de jeunes filles, qui après deux ou trois ans de boîte n'ont plus d'autre perspective.

Les horaires de travail sont souvent défavorables à des rencontres prolongées entre personnes (horaires 3 fois 8, heures supplémentaires).

Les logements sont exigus et sonores. C'est une banalité. Cela se traduit, non moins banalement par une promiscuité pénible : chacun sait ce qui se passe dans la chambre voisine quand ce n'est pas dans l'appartement voisin. 25 % des jeunes couples mariés vivent chez leurs parents, autant en hôtel meublé. Les célibataires demeurent en grande majorité chez leur parents, et leur seule solution est la chambre d'hôtel ou la chambre du copain. Sinon, il reste le F.J.T. (foyer de jeune travailleur), la cité universitaire — on a entendu parler des problèmes qui s'y posent il n'y a pas si longtemps.

Bref, entre le sommeil nécessaire (environ 8 heures), le travail nécessaire (au minimum 8 heures), le transport nécessaire (entre 1 heure et 3 heures par jour, surtout dans la région parisienne), les repas nécessaires (2 heures, et plus quand il faut les préparer), il reste environ 3 heures à utiliser.

Mais le corps et le cœur humains n'ont pas des automatismes de machine. De plus, ils sont entortillés dans une morale issue des temps immémoriaux où la famille était le fondement de toute vie légitime (voir ce que dit, beaucoup mieux que nous, Engels dans « *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* »).

Tellement bien liée au christianisme tellement bien liée au capitalisme, la morale dont nous héritons est faite d'interdits et nous fournit des garde-fous et des guides. Des parents aux maîtres d'écoles — nous ne les critiquons pas : ils tiennent seulement leur rôle —, on s'est donné le mot pour interdire, à mots couverts, on ne soit quoi exactement. La sexualité devient un domaine réservé, secret et entaché dont on ne sait quelle tare. Moins les choses sont claires, plus l'impact sur le jeune est fort : il peut lutter contre quelque chose de précis, mais qui peut combattre des ombres ?

En même temps, le sexe se vend plus cher que le travail. Ayant fait de la sexualité un domaine réservé, notre société la monnaie, dans la publicité par exemple. Ce que nous ne vivons pas nous-mêmes, nous le vivons par

intermédiaires, que ce soit des personnages (au cinéma, à la T.V.), ou des objets : « j'aime ma femme, elle achète la Kronenbourg par 6 », « ma femme est séduisante : elle a un compte à la B.N.P. » Etrange civilisation, où l'on ne sait que rêver d'amour, où l'on ne sait que s'accrocher à des objets (du panty au soutien-gorge, il ne reste plus rien).



### *Le problème n'est pas moral*

Au service de qui, cette morale qui fait de nous un fidèle troupeau ?

C'est toute une conception de l'homme qui est en question. Dans notre société, l'homme sert à produire et à consommer. Et tant les conditions matérielles que la morale et l'éducation rassurent dans ce rôle.

Pierre Belleville écrivait récemment (T.S. du 9-10-68) : « il est difficile de se conformer au modèle de consommation que propose le capitalisme sans s'intégrer plus ou moins au système de valeur, à la culture que le modèle diffuse et enracine sans adopter le type de rapports sociaux qu'il propose ».

Il ne suffit pas d'expliquer la sexualité par la consommation, car elle est un développement relativement récent du capitalisme. Cependant, les rapports humains sont bel et bien régis par le désir de posséder et de consommer.

Il n'y a pas à moraliser là-dessus et à rêver du futur paradis socialiste.

D'abord qu'avons-nous à faire du futur —

## SPECIAL JEUNES GRENOBLE

paradisiale ou non ? Qu'avons-nous à faire des prophètes qui penseront notre sexualité — - notre vie — pour nous ? Il s'agit de savoir pour quoi nous combattons. Le socialisme doit entraîner des rapports sociaux différents du capitalisme, une nouvelle conception de l'homme et des conditions matérielles à son service. Mais, ne nous leurrions pas : le socialisme ne résoudra pas tout. Et c'est entrer dans une nouvelle mystification, c'est faire du socialisme un nouveau dieu que voir en lui la Solution.

Il n'existe pas de solution absolue, définitive. Nous prétendons seulement qu'il faut vivre, c'est-à-dire exister sexuellement : nous nous interrogeons, nous vous interrogeons.

## Cuba 68

**A**ller à Cuba est déjà chose plus facile actuellement, bien que les Américains mettent en oeuvre tous les moyens pour non seulement empêcher le tourisme, mais aussi renforcer le blocus économique. Malgré cela, Cuba vit, avec des difficultés certes.

An fait, qui disait que la France est indépendante des Américains ? Une illustration de cette pseudo-indépendance : les vols à destination de la Havane ne sont pas permis, il faut partir par d'autres pays européens.

De plus, il faut bien aussi que les parlementaires français s'en occupent. Par la voix d'un gaulliste officiel l'ancien secrétaire général de l'U.N.R., en l'occurrence M. Baumel, ils s'inquiètent de ces fameux voyages à Cuba, où « les Français vont s'entraîner à la guérilla ». Je pense que cette accusation sert de couverture à la faiblesse du gouvernement français à regard des Etats-Unis. Pourquoi M. Baumel n'est-il pas intervenu pour interdire les voyages en Espagne ou au Portugal ? Les Français peuvent peut-être y prendre des leçons de fascisme et propager la dictature ? Non, de ce côté là, on ne s'inquiète pas.

C'est un peu tout ça qui fait aussi le voyage à Cuba pour des jeunes Français qui viennent là pour comprendre, pour saisir les réalités économiques et humaines, et qui se trouvent mêlés avec des touristes qui n'ont qu'un seul but, la plage, le bar et les dancings. Je dis à ces gens-là : surtout n'allez pas à Cuba ! La Côte d'Azur vous ira certainement mieux.

Mais toutes ces querelles s'estompent grâce à l'accueil très chaleureux des Cubains, qui commence à l'aéroport, où nous buvons du daiquiri (rhum, citron et glace pilée), en écoutant des chants typiques.

*La culture est dans la rue*

Cet accueil, nous le retrouvons partout ; tout au long de notre découverte de l'île, les rencontres se font facilement et tout de suite s'approfondissent. A cet égard, je revis le mois de mai : la culture est dans la rue ; à tous les coins de rue, on nous arrête pour nous demander qui nous sommes et nous commençons des discussions sans fin, sur le pays, son fonctionnement — nous étions très avides de tout connaître, de tout voir, de tout savoir. Malheureusement c'est impossible en 28 jours, et il nous faut aussi faire abstraction de beaucoup de nos réactions. Ce que j'ai vu, c'est un pays socialiste, une révolution qui s'avance vers le communisme, avec un grand espoir : la libération de l'homme, ce qui implique la libération matérielle — c'est un des buts proposés par les dirigeants cubains et qui passe par la suppression de l'argent.

Mais avant de l'atteindre, la voie est encore longue. Les difficultés ne manquent pas. Les impérialistes yankees s'inquiètent de cette épine enfoncée dans leur pied et qui à chaque pas leur fait mal : leurs gros propriétaires, leurs exploités ont été chassés et Cuba ne fournit plus leur réserve de prostituées. Ils ne peuvent plus exploiter le pays.

Avant la révolution, il y avait un million de chômeurs pendant 8 mois de l'année. Les autres 4 mois étaient consacrés à la zafra (coupe de la canne à sucre), maintenant le pays manque de main-d'œuvre, et pour le même nombre d'habitants. Actuellement, les mobilisations de masses sont très importantes.

*La jeunesse est profonde*

Ce sont les jeunes qui sont à la pointe du combat révolutionnaire, ce sont ces mêmes jeunes qui tentent la première expérience communiste dans l'île des Pins, surnommée l'île de la Jeunesse. Ils ont conscience de leur responsabilité et de leur rôle. Jeunes incorporés partout dans la vie des usines, puisque les J.C.C. (Jeunesses communistes cubaines) font partie de tous les conseils de direction de la vie économique du pays. L'entrée aux jeunesses communistes est

## SPECIAL JEUNES GRENOBLE

soumise aux mêmes conditions que l'entrée au Parti communiste : elles sont très strictes (bien qu'un peu moins pour les jeunes) ; elles portent sur la moralité, l'idéologie, le travail, et pour être accepté à la J.C ou au P.C., les militants doivent être élus par leurs camarades.

La participation à toutes les organisations du pays dépend du contrôle de la base. Seul le C.D.R. (comité de défense de la révolution), — *ne pas confondre...* — est une organisation de masse : 2.000.000 d'adhérents sur 8.000.000 d'habitants. Il ne fonctionne pas de la même manière, les travaux ne sont pas les mêmes. Ce sont plutôt des tâches sociales (vaccination, inscription des élèves, etc.), politiques — organisation de débats en fonction de l'orientation du pays, explication et aussi mobilisation des gens pour des tâches bien précises (zafra par exemple). L'implantation du C.D.R. se situe au niveau du quartier ou du pâté de maisons délimité par quatre rues.

Le syndicalisme n'a pas du tout l'aspect revendicatif qu'il revêt dans les pays capitalistes — les critères de recrutement sont les mêmes que ceux du Parti communiste cubain, bien que moins exigeants, il n'est pas indispensable d'être au Parti communiste pour être syndicaliste ou responsable. Le syndicat participe à la direction des entreprises et entérine ou n'entérine pas le plan de production. Le rôle du syndicat est d'assurer l'éducation et la formation des travailleurs en créant des cercles culturels et des cours de promotion.

Il existe d'autres organisations plus spécifiques — Fédération des Femmes cubaines (F.F.C.), A.N.A.P., Association des petits agriculteurs, F.E.U., Fédération des étudiants — toutes ces organisations ont des terrains particuliers de travail, mais ne sont absolument pas coupées du reste du pays — bien au contraire.

### *A la recherche du Cubain-type*

La plus importante constatation que nous pouvons faire, c'est la politisation de la population qui est à même de nous parler de l'impérialisme : c'est quelque chose de vécu, de ressenti jusqu'au plus profond de l'être, dans la dignité d'homme. Et les Cubains sont conscients de la nécessité de défendre leur pays, contre les Américains. Cela n'a rien à voir avec le nationalisme. Il s'agit de défendre ce qui fait Cuba actuellement : Cuba avec sa médecine gratuite, Cuba avec son enseigne-

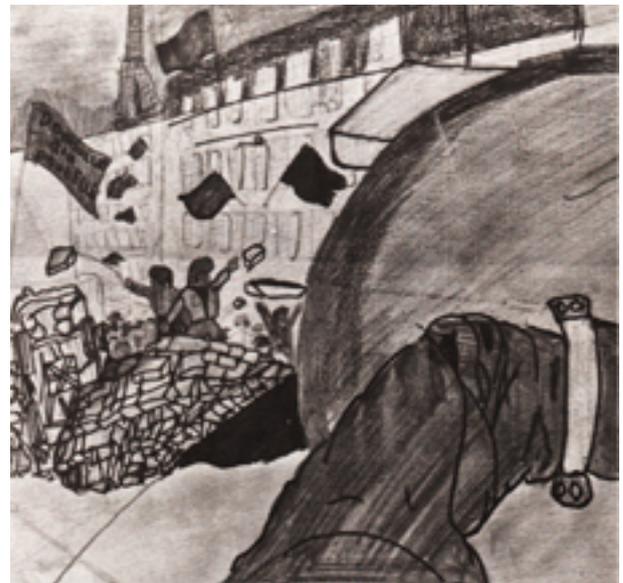
ment gratuit et la lutte contre l'analphabétisme, qui fut menée avec succès en 1961, donnant ainsi la liberté à 20 % de la population ; avec ses loyers qui représentent environ 10 % du salaire.

Il ne faut pas non plus oublier les difficultés que la révolution cubaine rencontre à tous les niveaux. Difficultés dues au blocus économique que lui font subir les Etats-Unis, et aussi des dangers de la contre-révolution qui est présente partout.

Ce qui m'a le plus profondément saisi dans cette société en évolution, ce qui est un de ses caractères les plus impressionnants, c'est la construction de l'homme nouveau, et les systèmes de valeur qui ne sont pas les mêmes. Pendant trois semaines de séjour, jamais je n'ai entendu parler d'argent. Je pense que c'est très important, dans la mesure où le premier combat à mener pour le socialisme, c'est la transformation de l'homme — sinon ce n'est pas du socialisme.

Yves BUCAS-FRANÇAIS

### La grève à Flins



**M**ai-juin 1968 : Flins lutte. Des ouvriers, des militants et délégués syndicaux, des étudiants et des enseignants, un médecin, un élu local témoignent. Les origines et le déclenchement de la grève, la solidarité des travailleurs et des étudiants contre la

## SPECIAL JEUNES GRENOBLE

répression, répression qui aboutira à la mort de Gilles Tautin, lycéen de 17 ans, la fin de la grève et ses résultats, deux mois de l'histoire de la Régie Renault reconstitués par des témoignages et des articles de journaux, divers tracts, recueillis et rassemblés par Jean-Philippe Tallo.

Le livre parle de lui-même : après le 15 mai, date du début de la grève, les ouvriers de la R.N.U.R.-Flins mènent cette grève avec un calme et une dignité qui démentent les affirmations mensongères du patronat et du pouvoir gaulliste face à la brutalité de 4.000 C.R.S. et gendarmes qui forcèrent les portes de l'usine. Après la mort de Gilles Tautin, la direction syndicale de la C.G.T., s'opposant à la C.F.D.T. et aux syndicalistes prolétariens, tente de faire reprendre le travail. Mais la base s'oppose parce que les revendications ne sont pas satisfaites. A la fin, Dreyfus sera obligé de faire quelques concessions mais la principale revendication, celle des droits syndicaux dans l'entreprise, demeure insuffisamment satisfaite.

Un excellent livre pour comprendre la lutte des travailleurs.

André LABROT.

« La Crève à Flins », Cahiers Libres 121, François Maspéro éditeur, 98 pages, 6, 15 francs.

## Mai 68 et le tiers monde

Manuel Bridier

*Mai 68 est interprété différemment selon les conclusions que l'on veut en tirer. Crise de civilisation pour les uns, de génération pour les autres. Révolution en tout cas qui vient de sensibiliser une couche d'âge, celle des 16 à 30 ans : jeunes lycéens, jeunes travailleurs, étudiants, ce sont eux que nous avons fréquentés sur les barricades, ce sont eux que nous avons trouvés et retrouvés au Sénégal, au Mexique, en Tchécoslovaquie, au Brésil. Dans l'analyse ci-dessous que nous empruntons au « Bulletin du Centre Socialiste d'Etudes et de Documentation sur les Problèmes du Tiers-Monde (CEDETIM), une tentative de systématisation des problèmes posés à la jeunesse d'Europe et du Tiers-Monde est esquissée.*

Il est encore trop tôt pour mesurer toutes les conséquences du mouvement révolutionnaire de mai 1968, des conditions de son déroulement et de son échec, des possibilités de

son prolongement. Chacun s'efforce aujourd'hui de faire le point, afin de préciser les objectifs et la stratégie à la lumière de la nouvelle expérience. De ces discussions et de ces recherches dépendra dans une large mesure l'avenir des mouvements prolétariens en Europe. Cependant, si le problème posé est avant tout celui du passage au socialisme dans les pays industriellement avancés, il n'en est pas moins incontestable que les événements qui se sont déroulés en France au printemps dernier soulèvent des problèmes théoriques et pratiques de la plus grande importance pour les rapports entre pays à développements économiques inégaux, dans la perspective d'une lutte mondiale contre l'impérialisme et contre le sous-développement.

### *I. - Le mouvement de Mai et la stratégie mondiale*

Le développement des conflits révolutionnaires violents en Europe occidentale, même s'il ne débouche pas immédiatement sur la prise du pouvoir, modifie sensiblement le rapport des forces mondiales. Ce n'est pas le moindre paradoxe de ces mouvements que d'y trouver à la fois l'influence d'Herbert Marcuse sur la pensée étudiante européenne et la réfutation dans les faits des conclusions les plus pessimistes de Marcuse lui-même.

Les manifestations universitaires qui s'étaient déroulées avant le mois de mai dans les autres pays d'Europe pouvaient encore donner l'impression d'une contestation purement intellectuelle. L'absence d'écho des revendications étudiantes parmi la classe ouvrière paraissait confirmer l'idée selon laquelle, à un certain niveau de confort matériel des masses et d'hégémonie culturelle de la bourgeoisie, les prolétaires cessent de ressentir l'aliénation qu'ils subissent et ne peuvent plus dès lors constituer une force révolutionnaire.

Nous n'avons quant à nous, cessé de combattre cette conception liquidatrice du mouvement ouvrier, curieusement utilisée à la fois comme un alibi du romantisme révolutionnaire le plus irresponsable et du réformisme le plus opportuniste. Les événements de Paris et des autres grandes villes françaises ont montré que nous avons raison sur ce point. Les dix millions de travailleurs qui se sont mis en grève et qui ont occupé leurs usines n'appartiennent pas à une classe ouvrière

## SPECIAL JEUNES GRENOBLE

résignée et parfaitement intégrée dans la société néo-capitaliste.

*Les structures de notre société  
ont été mises en cause*

Si même il ne s'agissait le plus souvent que de revendications matérielles, leur forme et leur ampleur n'en remettait pas moins en cause les structures de la société industrielle et les fondements de sa hiérarchie. Des revendications qualitatives de pouvoir et de contrôle ont d'ailleurs souvent complété les revendications quantitatives et témoigné, surtout chez les jeunes travailleurs, d'un haut degré d'exaspération et de révolte contre l'arbitraire et l'autoritarisme de la répression sociale.



Certes, la contestation n'a pas abouti cette fois au renversement du régime, pas même au sens le plus terre à terre, c'est-à-dire au changement de gouvernement. Il n'en reste pas moins que la force avec laquelle cette contestation s'est affirmée, confirme la virulence des antagonismes à l'intérieur de notre société prétendument stable et l'impuissance de la bourgeoisie à les surmonter, à réussir la domestication durable des classes exploitées, même en utilisant tous les archétypes culturels de sa « civilisation ».

La mise à nu de ces antagonismes, l'insécurité permanente qu'ils constituent pour les sociétés industrielles, ne peuvent plus être négligés dans l'appréciation du rapport

mondial des forces. Il n'est plus possible de s'en tenir au schéma simplificateur d'un « centre » capitaliste solide, où une classe ouvrière abâtardie n'attendrait le réveil que de la « périphérie », comme une conséquence des luttes menées ailleurs dans la « zone des tempêtes », par les peuples surexploités. Si les contradictions éclatent au grand jour au centre même du système, si les perspectives révolutionnaires y apparaissent à plus court terme qu'on ne l'imaginait, il est évident que ces luttes ne sont pas seulement un appoint aux luttes périphériques, une manifestation de solidarité envers les combattants du tiers monde, mais un facteur déterminant de la lutte mondiale pour le socialisme — et que les victoires remportées (ou même seulement les coups portés à l'adversaire), dans les anciennes métropoles, peuvent créer à leur tour de nouvelles contradictions, favoriser de nouveaux mouvements, préparer de nouvelles victoires dans les zones sous-développées.

Ainsi se trouve démontrée la justesse politique des thèses de l'OLAS, qui fondent la solidarité active sur le développement des luttes révolutionnaires dans chaque pays, dans les conditions et pour les objectifs qui lui sont propres, et non sur la seule exaltation du soutien aux combattants les plus exposés.

*Les données spécifiques  
de la France*

Enfin, contrairement à une erreur maintes fois répétée dans de nombreux commentaires, ces événements sont une véritable démonstration des rapports dialectiques entre l'action des hommes et les conditions objectives qui la déterminent. Loin de constituer un argument en faveur du volontarisme révolutionnaire, loin de prouver qu'il suffit d'une action de choc pour créer une « situation » et pour modifier les conditions objectives des actions suivantes, ils illustrent au contraire l'importance décisive de l'infrastructure. Ce n'est pas par hasard que les manifestations étudiantes ont servi en France de détonateur à un immense mouvement social, plutôt qu'en Allemagne ou en Italie. Les étudiants allemands et italiens ne sont pas moins courageux, leurs flics moins brutaux, ni leurs ouvriers moins intelligents — mais l'impérialisme français engagé dans une lutte inégale contre l'impérialisme américain, constituait le maillon le plus faible du

## SPECIAL JEUNES GRENOBLE

capitalisme dans l'Europe des Six, en dépit des apparences politiques. Les dépenses militaires et la concurrence commerciale obligeaient en effet le régime gaulliste à faire payer aux travailleurs le prix de ses ambitions. Une productivité horaire inférieure ne pouvait être compensée, sur le marché international, que par une aggravation du taux d'exploitation, à titre individuel, par le blocage des salaires et la réduction des heures de travail, ou collectif, par les compressions d'entreprises et les licenciements. Ainsi se trouvaient réunies les conditions favorables à une prise de conscience des travailleurs, les conditions objectives préalables au développement d'une action que les insuffisances subjectives du mouvement ouvrier n'ont pas permis de mener à terme mais que le maintien des mêmes structures fera renaître inévitablement, après un temps de reflux.

Là encore, nous ne pouvons que souligner la concordance des faits avec les thèses formulées à la conférence de La Havane et trop souvent déformées par une interprétation romantique. L'expérience montre que la révolution n'est pas possible n'importe où et n'importe quand, même à la faveur d'une action violente initiale. Elle démontre au contraire que le mouvement révolutionnaire est possible à partir d'un certain niveau de contradiction économique et sociale et que la frontière est alors, au sein du mouvement ouvrier entre ceux qui veulent aller de l'avant et ceux qui freinent tant qu'ils peuvent. Cette expérience implique donc une stratégie fondée sur l'information réciproque et la coordination des luttes, en même temps que sur la reconnaissance de leurs diversités et le respect de leurs rythmes propres.

## *II. - Les problèmes internationaux dans le mouvement de Mai*

Le développement du capitalisme sous sa forme impérialiste ultime a porté l'interpénétration des économies nationales à un tel degré qu'aucun événement, aucune modification du rapport des forces en un point quelconque de la terre ne peut être considéré comme indifférent pour le système tout entier. C'est dans ce cadre qu'il faut situer la solidarité objective des luttes sociales. Cependant cette constatation ne signifie en aucune manière qu'il existe une conscience subjective de la solidarité entre elles.

De nombreux observateurs ont pu s'étonner à cet égard de la faible part que les problèmes internationaux, y compris les thèmes généraux de lutte contre l'impérialisme, semblent avoir pris dans la crise française du mois de mai. Il est vrai que les mots d'ordre sur ce sujet ont été pratiquement absents des manifestations, des publications et des murs — contraste saisissant en apparence avec l'importance, et quelquefois la primauté des thèmes internationaux dans les manifestations de la jeunesse américaine, japonaise, allemande ou italienne.

La vérité est cependant plus complexe. Aux Etats-Unis, au Japon et dans les autres pays d'Europe occidentale, les mouvements de révolte universitaire sont partis de la lutte contre la guerre et contre l'impérialisme. La conscription de la jeunesse américaine, la présence massive des bases américaines au Japon, la situation particulière de l'Allemagne occidentale et plus encore de Berlin-Ouest expliquent aisément cette situation. Elle explique aussi le relatif isolement de la jeunesse, beaucoup plus directement concernée, sinon objectivement du moins au niveau de la conscience, que les générations suivantes. Plus qu'à la situation actuelle de la France, c'est aux mouvements de lutte contre la guerre d'Algérie qu'il faut songer pour trouver une comparaison valable.

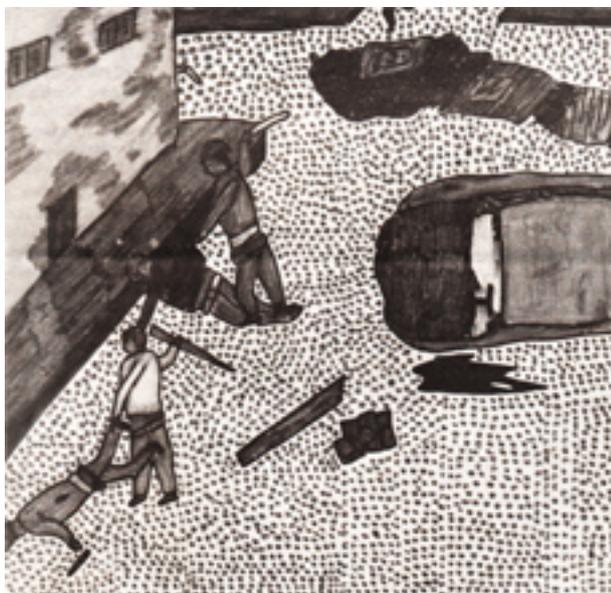
Tout autre était la situation française de 1968. Pour les raisons que nous avons évoquées plus haut, le rôle spécifique du gaullisme, en tant que forme avancée de la résistance des impérialismes secondaires à l'impérialisme américain, rendait l'économie française plus fragile. L'échec de la soi-disant société de consommation y était plus évident qu'ailleurs. De ce fait, les mots d'ordre de contestation intérieure, qui portent sur l'ensemble des rapports sociaux et sur leur seul aspect quantitatif au niveau des salaires, devaient naturellement l'emporter.

Il n'en reste pas moins une liaison étroite et même une relation de causalité directe entre le mouvement de mai et la situation internationale. Il est tout d'abord évident que le conflit inter-impérialiste, origine d'une situation objective favorable, est lui-même une conséquence de la lutte mondiale contre l'impérialisme.

C'est le développement des luttes sociales et nationales dans les pays du tiers monde qui fait entrer l'économie capitaliste dans une

## SPECIAL JEUNES GRENOBLE

période de crise et de concurrence de plus en plus aiguë. Bien que le taux de profit soit nettement plus élevé dans les pays sous-développés, c'est vers les zones déjà industrialisées que s'orientent en priorité les exportations de capitaux. La recherche de la sécurité et du *revenu maximal en volume* l'emporte sur celle d'un taux optimal de rendement. D'où la concurrence accrue à l'intérieur du monde capitaliste et les phénomènes de résistance des impérialismes secondaires à l'hégémonie américaine.



*La crise  
est internationale*

Ainsi tout en rejetant la thèse qui ferait du tiers monde l'épicentre unique du mouvement révolutionnaire mondial, nous devons souligner le rôle considérable de ses luttes dans l'aggravation des contradictions du système capitaliste et la création en son sein de conditions favorables à des développements révolutionnaires autonomes.

Ce conditionnement objectif n'est d'ailleurs pas la seule incidence des facteurs internationaux sur les événements de mai. Si l'« Internationale étudiante » n'existe en tant que telle que dans les cauchemars de la bourgeoisie et dans la littérature policière, il est clair que les mouvements déclenchés par les étudiants dans les divers pays du monde — et singulièrement en Europe — ont été un modèle pour les étudiants français, comme

ceux-ci constituent à leur tour une inspiration pour d'autres.

Ces mouvements témoignent d'une même crise de la civilisation pseudo-humaniste, dont les valeurs livrées, après avoir servi d'alibi à tous les pillages et à toutes les frustrations, sont aujourd'hui démasquées par ceux là même que la société destinait à leur défense et illustration. C'est encore un aspect par lequel la contestation de mai dernier, même à son niveau le plus élevé et apparemment le plus abstrait de révolution culturelle, rejoint l'enjeu le plus concret, le plus matériel des luttes contre l'impérialisme. Il n'est pas sans signification à cet égard que les premiers incidents aient eu pour objet l'arrestation de militants du Comité Vietnam national et que les éléments les plus actifs dans la lutte contre l'agression américaine au Vietnam se soient trouvés les plus actifs aussi dans la lutte contre le système, son université et ses flics.

*Ce fût une faiblesse*

Dans ces conditions, l'on serait tenté de considérer comme tout à fait secondaire l'absence de mots d'ordre internationaux explicites dans les manifestations de mai. Les étudiants et les travailleurs français n'ont-ils pas apporté une contribution plus efficace à la lutte mondiale contre le système capitaliste en se battant contre leur gouvernement et leurs patrons plutôt qu'en invectivant les Etats-Unis dans un pays dont la diplomatie rompt elle-même avec l'orthodoxie atlantique ? Cela est incontestable, mais il n'en reste pas moins que la négligence des thèmes internationaux dans la partie la plus active du mouvement a constitué une faiblesse et une faute.

C'est justement parce que le gaullisme présente à cet égard des aspects ambigus — et superficiellement positifs — qu'aucun mouvement révolutionnaire, en France moins qu'ailleurs, ne peut se permettre de négliger les problèmes de solidarité mondiale. Au lendemain du meeting de Charléty, le bureau politique du Parti Communiste Français publiait un communiqué dénonçant, dans le mouvement qui s'y était exprimé, « une manœuvre de grande envergure », visant à constituer un gouvernement sans les communistes et pratiquant une politique étrangère inféodée aux Etats-Unis. Le ridicule de cette accusation prend toute sa valeur si

## SPECIAL JEUNES GRENOBLE

L'on songe que les Comités populaires de mai sont le plus souvent héritiers des comités de lutte contre l'agression américaine au Vietnam, tandis que le P.C.F. s'accommode volontiers des silences de la F.G.D.S. sur le pacte atlantique et sur l'Indochine, sujets abordés dans la fameuse « plateforme commune » avec une modération exemplaire. Ces propos ont pourtant semé le doute chez certains, dans la mesure où le mouvement de mai lui-même ne s'est pas exprimé avec assez de clarté sur les problèmes internationaux.

*Le rôle des travailleurs  
étrangers*

Le mouvement de mai pouvait répondre d'autant mieux à ces mauvaises querelles que la solidarité internationale contre l'impérialisme se trouvait posée en son sein même de la façon la plus concrète.

Ce que les journalistes ont appelé « l'affaire Cohn Bendit » en est seulement une illustration. Contrairement à l'imagerie de la grande presse, Daniel Cohn Bendit n'a pas été le chef du mouvement étudiant, pour la bonne raison que ce mouvement n'avait pas besoin de « chef », mais il en était l'un des militants les plus écoutés. Lui interdire de rentrer en France était, de la part du ministre de l'Intérieur, une provocation délibérée à laquelle les étudiants devaient répondre pour plusieurs raisons, dont la principale était le motif même de la décision ministérielle. La nationalité allemande de Cohn Bendit ne pouvait et ne devait avoir aucun sens pour un mouvement révolutionnaire, revendiquant les mêmes droits pour tous les étudiants, tous les travailleurs, quel que soit leur lieu d'origine.

Le rôle des étudiants étrangers et des ouvriers immigrés dans les événements de mai peut être considéré comme exemplaire. A aucun moment le patronat et le pouvoir n'ont pu se servir de leur arme traditionnelle en utilisant la crainte de l'expulsion ou la misère extrême pour forcer les travailleurs étrangers au rôle de briseurs de grève. Pour la première

fois dans l'histoire du mouvement ouvrier français on a vu se constituer des comités d'action de travailleurs étrangers, appelant leurs compatriotes à la lutte commune, publiant et diffusant leur matériel en portugais, en espagnol, en arabe.

Cette expérience est une meilleure initiation aux véritables problèmes du tiers monde que la lecture de bien des ouvrages. La sur-exploitation de la main-d'œuvre du tiers monde permet en effet au capitalisme d'écouler sa production marginale, freinant ainsi le progrès technique, et de peser sur le marché du travail en utilisant une main-d'œuvre à bas prix, soit dans son pays d'origine, soit sous forme d'un sous prolétariat immigré, en provenance du tiers monde proprement dit ou des régions les plus pauvres de l'Europe. Le patronat cherche à masquer sa manœuvre en développant le racisme et la xénophobie pour diviser les travailleurs français et immigrés. Leur intérêt commun n'est pas moins de toute évidence l'égalité des traitements et le relèvement du niveau de vie (qu'il s'agisse des immigrés ou des pays exploités eux-mêmes) pour déjouer l'opération patronale en réduisant les profits de la sur-exploitation.

A cet égard, l'insistance du mouvement de mai sur le thème de la solidarité entre les travailleurs français et immigrés constitue l'un des aspects les plus positifs de cette période. Si les commentateurs n'y ont généralement pas accordé l'importance qu'elle méritait, le patronat et le gouvernement ne s'y sont pas trompés, qui font aujourd'hui des étrangers, étudiants ou travailleurs, les victimes de choix de la répression.

La défense des camarades étrangers contre la revanche patronale et gouvernementale sera une tâche capitale pour les militants de la gauche révolutionnaire au cours des prochains mois. Elle sera l'occasion d'approfondir la signification internationale du mouvement de mai.